Introduction

Idiatou Bah et Habila Adamou

Pour citer cet article

Bah, I. et Adamou, H. (2026). Introduction. *Facteurs humains : revue en sciences humaines et sociales de l'Université Laval*, *3*(1), iii-vi. https://doi.org/10.62920/3st33c66

© Idiatou Bah et Habila Adamou, 2026. Publié par *Facteurs humains : revue en sciences humaines et* sociales *de l'Université Laval*. Ceci est un article en libre accès, diffusé sous licence Attribution 4.0 International (CC BY 4.0).



En associant « Afrique » et « ressources », l'esprit se dirige presque aussitôt vers ses ressources naturelles : pétrole, or, cobalt et coltan des batteries, diamants, cacao, bois précieux. Depuis des décennies, cette association spontanée organise une part considérable des recherches, des politiques publiques et de l'imaginaire collectif (Ferguson, 2006; Cust et Zeufack, 2023). Le paradoxe est bien connu : bien qu'il dispose d'importantes ressources naturelles, le continent demeure pauvre dans son ensemble (Karl, 1997 ; Dembélé, 2015).

Ce numéro thématique, « Réinventer l'Afrique à travers ses ressources en contexte de mondialisation : éclairage sur des études de cas enrichissantes », prend appui sur un déplacement du regard. Il ne s'agit pas de nier les ressources naturelles ni les rapports de force géopolitiques, technologiques et financiers qui en commandent l'exploitation. Il propose plutôt d'élargir la notion même de ressource, qu'elle soit humaine, naturelle, matérielle, immatérielle ou idéelle. Plus encore, il déplace l'attention de la ressource objet vers la ressource comme relation (Villeneuve, 1982), comme capacité, comme puissance d'invention et de réinvention. En effet, une ressource n'existe jamais à l'état pur ; ce qui la constitue, ce n'est pas sa seule présence dans un espace, qui peut être physique ou social, mais le travail collectif de mise en valeur qui la rend signifiante. Or, ce travail se déploie, sur le continent, à travers un foisonnement d'expériences et d'initiatives locales que ce numéro propose de lire sous le signe de la réinvention.

Ce fil de la réinvention passe d'abord par un questionnement des cadres hérités et imposés. Comme le rappelle l'un des articles, la notion de développement, politisée à la suite du discours du président américain Truman en 1949, a longtemps imposé un référentiel extérieur, du modernisme au néolibéralisme. Ses résultats mitigés ont nourri en retour des approches critiques et des propositions endogènes, qui passent à la fois par l'identification des aspirations locales et par les politiques et programmes publics. Ces propositions se concentrent sur la rupture avec la dépendance extérieure : développement autocentré, valorisation des savoirs locaux, économie sociale et solidaire (Amin, 1988; Ki-Zerbo, 1992). C'est dans cette lignée que s'inscrit le présent numéro. Non pour célébrer une « alternative africaine » qui ne serait qu'un particularisme de plus, mais pour montrer que les sociétés africaines, dans leur diversité, détiennent des ressources conceptuelles, techniques, institutionnelles et culturelles susceptibles de reconfigurer les cadres eux-mêmes ou d'apprivoiser le référentiel extérieur.

Ce projet est aussi une démarche de formation. Fidèle à la mission de la revue *Facteurs humains*, il offre à des étudiantes chercheuses et étudiants chercheurs des cycles supérieurs l'espace d'une première publication

scientifique évaluée par les pairs en double aveugle dans un dialogue interdisciplinaire. Les contributions (études de cas, revues de littérature, réflexions théoriques ou notes de recherche) ancrent la réflexion dans des terrains situés et en tirent une portée pédagogique. Nous avons regroupé les articles dans cette introduction non par faculté ou par ordre de présentation, mais par type de ressource afin d'en faire apparaître les résonances et le fil conducteur entre eux.

Déplacer le regard : le développement en question

La réflexion débute avec la matrice conceptuelle posée par Sabine Nademebega (p. 1-18) dans sa revue de littérature. Retraçant les trajectoires du paradigme du développement depuis le discours de Truman (1949), elle confronte le bloc des théories de la modernisation et du néolibéralisme aux approches de la dépendance et du post-développement, et montre que la coexistence de ces visions n'a pas réduit la pauvreté aux proportions espérées, encore moins les inégalités. Il s'agit d'un échec relatif qui rend nécessaire la recherche d'alternatives endogènes et qui ouvre l'espace même où les autres contributions viennent loger leurs études de cas.

Ressources naturelles et environnementales : habiter un continent en transition

Trois articles prennent au sérieux la dimension écologique de la ressource, non comme donnée à extraire, mais comme milieu à gouverner. Kossivi Fabrice Dossa (p. 19-40) analyse la dégradation des écosystèmes côtiers et lacustres du Bénin en abordant les mangroves, l'érosion du littoral, l'extraction anarchique de sable et la pollution des eaux. Il en dégage les causes structurelles (urbanisation non maîtrisée, surexploitation, faiblesse de la gouvernance environnementale) et met en lumière les initiatives communautaires de restauration et de gestion durable. Abidjah Peguy Satchie Yangue, Idiatou Bah et Jean-François Bissonette (p. 41-65) explorent également les causes structurelles de la détérioration des écosystèmes, cette fois dans l'estuaire du Wouri, au Cameroun, avec une revue de littérature consacrée aux impacts de l'extraction du sable dans cette région. Croisant sources scientifiques, littérature grise et travaux journalistiques, leur analyse fait état d'une érosion côtière aggravée, d'une détérioration rapide des mangroves et d'une précarisation accrue des communautés riveraines, dans une filière largement informelle qui échappe à la régulation fiscale et pâtit d'une gouvernance fragile. L'article plaide pour la formalisation du secteur, une meilleure planification territoriale et des structures multipartites associant activement les communautés locales. Consacrant son étude au risque d'inondation à Douala, au Cameroun, Roussel Lalande Teguia Kenmegne et Jean-François Bissonnette (p. 66-86) situent ce risque à la croisée d'une prédisposition naturelle et d'une gestion défaillante des ressources urbaines. Notamment, ils documentent la forte capacité d'auto-organisation des habitantes et habitants : entraide, alertes informelles, micro-aménagements, et plaide pour que ces dispositifs situés soient intégrés à une véritable cogestion, plutôt que réduite au silence d'une prétendue passivité.

Ressources infrastructurelles et foncières : la gouvernance en jeu

La ressource peut aussi être un ouvrage ou un territoire, dont la valeur dépend de la manière dont on le gouverne. À la croisée de la mondialisation et des partenariats Sud-Sud, Zaïda Abdoul Aziz et Idiatou Bah (p. 87-115) analysent le port de Mombasa au Kenya comme ressource infrastructurelle stratégique au cœur des

nouvelles routes de la soie. Elles montrent que seule une gouvernance multiniveau renforcée peut convertir une telle infrastructure en levier de développement durable et d'intégration régionale, par-delà des lectures polarisées de la coopération sino-africaine. Pour sa part, Creole Passover Mabele Bangou (p. 116-143) compare, à l'aune des principes de la gouvernance foncière responsable, les systèmes cadastraux du Québec et de quatre pays d'Afrique francophone (Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, République du Congo). Son analyse conclut que l'écart observé tient moins à l'absence de cadres normatifs qu'aux difficultés d'effectivité et de continuité des réformes. La ressource foncière ne se sécurise que par un réalignement d'ensemble du financement, des objectifs, de la gouvernance et des capacités techniques.

Ressources humaines et éducatives : population, école et démocratie

La population n'est pas un simple nombre. Elle est une ressource dont le devenir se joue dans les familles, l'école et le genre. S'appuyant sur trois décennies de données d'enquêtes nationales au Niger (1992-2021), une démarche descriptive et une régression de Poisson, Habila Adamou (p. 144-161) établit que le niveau d'instruction de la femme et celui de son conjoint constituent les déterminants les plus puissants de la fécondité au Niger. Il fait de la scolarisation des filles un levier central des politiques publiques.

L'éducation apparaît ainsi comme une ressource stratégique, indissociable des institutions qui la portent. Amadou Diop Sall et Abdoulaye Anne (p. 162-180) mettent en lumière les collectifs des directeurs d'école (CODEC) du Sénégal. Dépourvus d'habilitation institutionnelle formelle, les directrices et directeurs y inventent un espace de gestion de proximité et, en y associant les parties prenantes, approfondissent la démocratie scolaire. Le compromis y apparaît moins comme une faiblesse que comme une stratégie de légitimation de l'éducation. Louis Camara (p. 181-194) interroge quant à lui, dans le contexte guinéen, la cohérence entre les curriculums et les priorités de développement socio-économique. Dans une économie du savoir, la pertinence même des programmes de formation devient une ressource dont l'inadéquation nourrit le chômage des jeunes diplômées et diplômés.

Ressources immatérielles et épistémiques : langues, algorithmes et philosophies

La réinvention peut se compléter par une réflexion sur et à partir des ressources immatérielles, sans doute les plus décisives : celles que l'on ne saurait extraire, mais seulement cultiver. Emmanuel Blaise Tapon (p. 195-218) examine la traduction automatique comme levier de préservation et de revitalisation des langues africaines minorisées. Attentif aux obstacles (représentativité des données, impérialisme linguistique, empreinte énergétique), il appelle non pas à adapter la traduction automatique aux langues africaines, mais à faire émerger une traduction automatique proprement africaine, collaborative et décoloniale. Fafadzi Akpene Agbe (p. 219-232) prolonge cette exigence sur le terrain philosophique. Plaidant pour une inculturation de l'intelligence artificielle (IA), il s'appuie sur des systèmes combinatoires comme l'Adị et l'Ifá, porteurs d'une logique binaire, algorithmique et éthique, pour soutenir que le continent dispose des ressources d'une IA « afro-responsable », capable d'inscrire l'Afrique comme actrice autonome de la quatrième révolution industrielle. Laurence Levesque (p. 233-241), enfin, recentre l'attention sur les traditions culturelles et philosophiques du continent en explorant le potentiel du modèle Ubuntu. Cette vision relationnelle et communautaire y fonde une justice réparatrice axée sur la réconciliation et le vivre-ensemble. L'article en

éprouve aussi les limites, y compris les critiques féministes qui lui ont été adressées, avant d'en esquisser une forme hybride, en dialogue avec la justice pénale classique.

Une même Afrique, réinventée par ses ressources

D'un article à l'autre, des mangroves du littoral béninois au port de Mombasa, du cadastre aux algorithmes et aux cercles de justice inspirés d'Ubuntu, un même geste se laisse reconnaître. Il consiste à refuser de voir la ressource comme donnée brute que l'on extrait, pour la penser plutôt comme une relation qu'on gouverne, une capacité qu'on cultive, héritage qu'on réinvente. C'est aussi congédier le récit d'un continent passif et mettre en évidence l'agentivité située de ses actrices et acteurs. C'est là que se joue la réinvention annoncée par le titre de ce numéro : moins dans la découverte de nouvelles richesses que dans une manière renouvelée de les concevoir et de les mettre en commun.

Que les autrices et auteurs soient ici remerciés pour la confiance accordée à la revue, souvent à l'occasion de leur toute première publication ; les évaluatrices et évaluateurs, pour la générosité et la rigueur de leur accompagnement ; ainsi que l'ensemble du comité éditorial de *Facteurs humains*, sans lequel ce numéro n'aurait pu voir le jour. Les contributions signées par la direction du numéro ont été évaluées et retenues de manière indépendante par les autres membres du comité éditorial, selon la même procédure d'évaluation en double aveugle que l'ensemble des textes du numéro. Aux lectrices et lecteurs, nous souhaitons une lecture aussi stimulante que le fut, pour nous, la préparation de ce numéro.

Références bibliographiques

Amin, S. (1988). *Impérialisme et sous-développement en Afrique* (Nouv. éd.). Éditions Anthropos, diff. Economica.

Cust, J. et Zeufack, A. (dir.). (2023). *Africa's Resource Future: Harnessing Natural Resources for Economic Transformation during the Low-Carbon Transition*. Banque mondiale ; Agence française de développement. https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1743-4

Dembélé, D. M. (2015). Ressources de l'Afrique et stratégies d'exploitation. *La Pensée*, *381*(1), 29-46. https://doi.org/10.3917/lp.381.0029

Ferguson, J. (2006). *Global shadows: Africa in the neoliberal world order*. Duke University Press.

Karl, T. L. (1997). *The paradox of plenty: Oil booms and petro-states*. University of California Press.

Ki-Zerbo, J. (dir.). (1992). *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique. Actes du colloque du Centre de recherche pour le développement endogène*. CODESRIA. https://doi.org/10.57054/codesria.pub.482

Villeneuve, P. (1982). Compte rendu de [Raffestin, Claude (1980) Pour une géographie du pouvoir. Préface de R. Brunet, Paris, Libraires techniques, 249 p.] *Cahiers de géographie du Québec, 26*(68), 266–268. https://doi.org/10.7202/021567ar